

UDALBILTZA[®]

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE



RAPPORT DE GESTION POLITIQUE

Basauri, le 8 novembre 2003



UDALBILTZA[®]

Chers camarades et amis,

Il y a un peu plus de quatre ans, le 18 septembre 1999, nous nous sommes réunis au Palais Euskalduna de Bilbao, pour créer et commencer le parcours d'UDALBILTZA, l'Assemblée de Municipalités et d'Élus Municipaux d'Euskal Herria. Au cours de cette première Assemblée, nous avons établi toute une série de principes qui allaient guider notre action, et plusieurs d'entre nous, nous avons été choisis membres du Conseil de Direction de l'Institution avec un mandat pour travailler pendant quatre ans.

Voici, donc, le moment de faire un halte sur notre chemin, de réaliser le bilan des actions réalisées et d'élire une nouvelle Direction qui prenne notre témoin et continue à aller de l'avant afin de parvenir à nos objectifs. Voici les principales tâches de l'Assemblée d'aujourd'hui, et c'est pour cela que nous vous avons convoqués, ici à Basauri.

UDALBILTZA est née il y a quatre ans pleine d'espoir et de force. Et laissez-moi vous dire que malgré toutes les vicissitudes vécues, malgré toutes les difficultés et les critiques injustes, ceux qui nous trouvons ici nous avons le même espoir et nous pensons que notre Institution est toujours nécessaire et viable.

UDALBILTZA est née lorsque l'ETA maintenait son "*cessez-le feu*" et dans de nombreux domaines et institutions les élus municipaux et les partis que nous représentons, EAJ-PNV et EA, nous travaillons avec acharnement pour consolider une situation de "*non violence*", de paix, de respect de tous les droits de l'homme pour toutes les personnes et de développement d'une Euskal Herria en harmonie et en respectant la volonté de ses citoyens. Car, si c'est vrai qu'à cette époque il y avait encore des actes de « *kale borroka* », dont les victimes ont souvent été

des élus municipaux, des camarades à nous, il n'en est pas moins vrai que les citoyens basques ont pu observer et vérifier, que le long et noir tunnel de la normalisation et de la pacification d'Euskal Herria commençait à être illuminé d'un rayon de lumière plein d'espoir.

Peu après la naissance d'UDALBILTZA, l'ETA décida au mois de décembre 1999 de mettre fin à son « *cessez-le-feu* ». Le 28 janvier 2000, elle recommença ses attentats par l'assassinat à Madrid, du lieutenant colonel Blanco. Ce fut un changement de stratégie profondément erroné. En premier lieu et surtout, à cause de ses conséquences humaines irréparables et odieuses ; et, en deuxième lieu, à cause de ses conséquences politiques qui ont eu comme résultat la rupture de la collaboration active entre les partis abertzales, face à la réponse insuffisante qu'Euskal Herriarrok (EH) a donné à ces vulnérations évidentes des droits de l'homme.

Il faut rappeler cela et le garder dans la mémoire. Parce que lorsque l'on continue à nous demander *des collaborations actives et du travail en commun*, il est nécessaire de rappeler qu'un travail fructifère et positif, que le développement d'un Peuple ne peut se baser que sur des critères solides et des principes éthiques de respect scrupuleux de tous les droits de toutes les personnes. Parce qu'ici et maintenant, dans une société évoluée, moderne européenne et forte comme la basque, ce qui n'est pas basé sur des ciments démocratiques et de respect de tous envers tous ne peut donner de bons résultats. L'ETA est de trop et nous gêne, et les citoyens d'Euskal Herria exigent qu'elle disparaisse ; elle est de trop car elle ne respecte pas le droit de l'homme le plus élémentaire : le droit de vivre ; et elle gêne car elle ne fait que mettre des bâtons dans les roues à la collaboration entre les partis abertzales et au développement d'une Euskal Herria en paix, en cohabitation et dans la prospérité dans l'ensemble des Peuples de l'Europe et du monde.

Permettez-moi de vous rappeler et de répéter une série d'idées et de principes qu'UDALBILTZA a adopté le 28 mars 2000, avec l'abstention lamentable de l'Euskal Herriarrok de l'époque. D'après moi, ceci résume avec clarté et exactitude notre vision du problème. Voici ce que nous disions :

1.- Que la construction nationale doit se baser sur l'utilisation de voies démocratiques, en liberté et dans la volonté et la décision des citoyens, en rejetant l'usage de la violence, et en respectant en tout moment et sans exception certains des droits de l'homme.

2.- Que ce sont les citoyens et les citoyennes basques qui constituent le sujet de la nation basque. Et qu'un exercice libre et démocratique de volonté citoyenne n'admet ni l'imposition de cadres inamovibles, ni des libertés imposées par la force.

3.- Que l'ETA gêne la construction nationale basque. Ses attentats ne respectent pas les droits de l'homme ni la volonté des citoyens. Nous lui demandons de laisser à la société basque construire son futur en paix. Ce sera sa meilleure et décision et la plus courageuse. Qu'elle laisse parler la société basque, et qu'elle arrête. La violence et la construction nationale son incompatibles, tout comme la démocratie et l'imposition.

4.- Qu'UDALBILTZA va continuer sur le chemin qu'elle a commencé et va mettre au point son plan d'action. Qu'elle travaillera pour obtenir des objectifs fixés en utilisant tous les moyens dont elle dispose, et toujours sur le chemin d'une construction nationale basée sur la participation volontaire des municipalités et des élus municipaux, et dans une démocratie libre d'impositions ».

Comme j'ai déjà dit, Euskal Herritarrok (EH) de l'époque s'est abstint. Elle a maintenu une attitude irresponsable et fuyante du point de vue politique, face à l'évidence des flagrantes violations des droits de l'homme, beaucoup d'entre elles subies par des élus municipaux, qui sont nos compagnons d'autres partis politiques, et auxquels je veux faire parvenir un salut chaleureux et solidaire. Leur droit de défendre en liberté leurs propres idées et projets, est aussi notre propre droit et notre liberté.

Face à cette situation, les partis EAJ-PNV et EA nous avons décidé de ne pas développer des *collaborations actives* avec ce que l'appelle la gauche abertzale, et les accords dans le Parlement Basque et dans de nombreuses Mairies furent brisés, tandis que les activités prévues dans l'Accord de Lizarra/Garazi et dans la Plate-forme Batera restèrent en suspens. Pour ce qui est d'UDALBILTZA, nous avons attendu un temps prudent pour voir son évolution. EH, au lieu de faire face à ses responsabilités, est restée immobile du point de vue politique, elle a promu la création de sa propre Assemblée d'Élus Municipaux et a fait que le poste budgétaire, que le Gouvernement Basque prévoyait pour notre Institution, ne se fasse pas effectif. Tout ceci nous a conduit à nous passer des élus de EH à UDALBILTZA.

Nous continuons à travailler, et nous avons ainsi mis au point des Plans de Travail pendant les années 2001, 2002 et 2003, dans quelques instants, mon ami et camarade, Jesus Mari Agirrezabala, vice-président d'UDALBILTZA et maire de Deba, vous en donnera des détails.

Il y a quelques jours, j'ai affirmé que les élections au Parlement Basque du 13 mai 2001 et les récentes élections municipales et Forales de cette année nous ont réaffirmé sur le chemin entrepris. Je pense que les citoyens ont corroboré des principes de base que nous avons maintenu au cours de ces dernières années : non à la violence, défense active des droits de l'homme et défense aussi du droit de l'Auto détermination du Peuple Basque, ou ce qui revient au même, de dire que ce sont les citoyens, dans ce cas les citoyens basques, qui en liberté et avec toute la responsabilité, ont le droit de déterminer leur propre futur dans un contexte d'une Europe de plus en plus unie et solidaire qui doit respecter les identités de tous et de chacun des Peuples d'Europe.

Évidemment, au cours de ces deux dernières années et demi, l'attitude du Gouvernement espagnol a consisté à mettre à la point toute une involution dans l'ordre politique, identitaire et culturel contre l'Euskal Herria. De la promulgation d'une Loi de Partis sectaire, jusqu'à différentes illégalisations, en passant par des attaques retentissantes contre le signe d'identité le plus important de l'âme basque – notre langue propre, l'euskera – à travers des campagnes contre l'abertzalismo et une conception rétrograde et obsolète de la construction européenne. On nous refuse le droit d'être un Peuple ; un Peuple moderne, ouvert, solidaire, de concorde et de paix, qui souhaite développer tout son potentiel et son identité dans un monde de plus en plus interconnecté et globalisé.

C'est de tout cela que je vais vous parler à présent.

Le 4 juillet 2002, des élus municipaux et d'autres domaines institutionnels d'Euskal Herria, nous avons déposé à Madrid un document où l'on dénonçait la nouvelle Loi de Partis Politiques qui a eu comme conséquence l'illégalisation des partis HB/EH/Batasuna, au mois de mars de cette année. D'après nous, cette Loi et la propre illégalisation constituent une attaque évidente à la liberté idéologique et au pluralisme politique, dans la mesure où l'on a illégalisé des partis politiques à cause du contenu de leur projet. Ni la crispation sociale et la désespoir que provoque la violence de l'ETA, ni les délits éventuels commis par certains des membres d'une certaine association politique, justifient que l'on laisse sans représentation politique une partie de notre société ; en outre

elle déçoit gravement le cadre des garanties qui régissent le système juridique pénal, car ce sont les individus, et non pas les partis politiques, qui commettent des actes délictuels.

UDALBILTZA a aussi dénoncé l'opération policière et judiciaire contre l'Assemblée des Élus Municipaux de Batasuna qui a eu lieu à la fin du mois d'avril dernier. Car, à part les divergences sur les condamnations ou sur les non condamnations de la violence et que l'on se passe des élus de Batasuna dans notre Institution, ces actions ont contribué à mettre des limites à la défense et à la diffusion de projets politiques et à donner un nouveau tour de vis contre le système des libertés publiques.

La fermeture du journal en euskera *Egunkaria* et les récentes actions contre d'importants secteurs et entreprises qui travaillent pour le développement normalisé de notre langue, l'euskera, et de notre culture, est un chapitre à part. Ils ont violé des présomptions d'innocence, ils ont violé des principes basiques d'un État de Droit, ils ont criminalisé l'euskera et ont provoqué l'inquiétude économique des entreprises et des familles, en cherchant même leur faillite.

Toutes ces actions, ainsi que les campagnes infâmes préalables aux différentes élections contre l'abertzalisme que nous avons subies et que nous subissons actuellement, font partie d'une stratégie profonde et importante qui cherche la déstabilisation politique, sociale, culturelle et de cohabitation d'Euskal Herria. Ils cherchent à crispier, à énerver et à provoquer une confrontation encore plus aiguë au sein de notre Peuple. Et pour cela ils attaquent tout ce qui est basque, l'euskera, la liberté idéologique, le pluralisme politique et tout projet qui prenne comme base légitime le développement d'une Euskal Herria intégrée, ouverte et plurielle ; une Euskal Herria de plus en plus auto déterminée et moins dépendante des pouvoirs éloignés de la volonté des citoyens basques.

Et, chers camarades et amis, je dis bien, ils *cherchent*, car à UDALBILTZA on est sûrs qu'ils ne vont pas y parvenir. À UDALBILTZA nous allons poursuivre notre engagement en faveur d'une Euskal Herria en paix, en dénonçant la violence comme méthode pour parvenir à des fins politiques et en laissant de côté des stratégies isolationnistes qui cherchent à illégaliser des idées et à déstabiliser notre Peuple. À UDALBILTZA, nous sommes sûrs de nous trouver face à une société qui souhaite la paix et qui ne veut pas la violence ; une société plurielle qui souhaite le dialogue et le débat sans crainte ; une société mûre qui cherche de nouveaux consensus majoritaires en faveur de nouveaux cadres et de relations de cohabitation entre basques et entre les basques et les peuples qui nous

entourent ; et une société solide du point de vue politique et culturel et forte qui n'aie pas peur d'aborder le futur.

Et le futur a déjà commencé. Le 25 octobre dernier, le Gouvernement du Lehendakari Ibarretxe a présenté son pacte pour la Cohabitation, qui, malgré les croche-pieds juridiques et politiques, sera, nous en sommes sûrs, discuté et débattu, normalement au sein de la société basque et dans le Parlement Basque. À UDALBILTZA, nous donnons la bienvenue à cette initiative, qui pour nous est pleine d'espoir, et nous sommes convaincus qu'elle contribuera au débat, au dialogue et à la discussion en faveur d'une Euskal Herria en paix et en progrès économique, social et culturel.

UDALBILTZA a contribué à la réalisation des travaux de la Commission Spéciale sur l'Auto gouvernement du Parlement Basque. Cela a été l'un des premiers cadres de débat qui a donné lieu à cette initiative. Dans cette Commission parlementaire, UDALBILTZA a manifesté que les cadres juridique-politiques sont des outils au service du bien-être politique, économique, social et culturel des peuples et des personnes ; que les cadres sont articulés en bénéfice et au service des peuples et des personnes, et non pas au contraire, et qu'ils doivent servir à leur développement et à leur évolution, par conséquent les cadres politiques doivent s'adapter à la volonté libre et responsable des citoyens, et doivent se baser sur la décision des peuples et des personnes qui les forment.

Les principes qui ont guidé le processus d'intégration européenne nous le montre clairement, et est un exemple clair à suivre.

Le droit à l'Autodétermination pour le Peuple Basque proclamé par UDALBILTZA est absolument cohérent avec la logique et la philosophie politiques qui sont sous-jacents dans tout processus d'intégration européenne. Et tout ceci, malgré certains nationalistes espagnols qui s'acharnent à affirmer, à tort, tout le contraire. Par exemple :

L'*européisme*, comme expression du souhait de surmonter la division féodale du Continent et de mettre fin à toutes les confrontations, surgit à la Renaissance avec la naissance et ultérieur développement du concept de l'État moderne. Cependant, la mise en marche de cet *européisme*, s'est reflété sous des formes et des façons caractérisées par la domination, l'imposition, l'uniformisation par la force et les fragiles équilibres de confrontation et de rivalité entre les États et les Peuples.

En effet, l'État moderne, en monopolisant l'usage de la force a eu comme conséquence une réorganisation du chaos féodal, mais aussi dans sa relation avec les autres, une intensification de la guerre. Il existe donc, un clair impérialisme d'État qui est passé par-dessus des sentiments des Peuples et des diversités, en créant en même temps, des États artificiels sans base réelle.

La connexion entre le système d'États européens et la série de guerres constantes qui se succèdent est illustrative : celles qui confrontent les Maisons d'Autriche et de France dans les siècles XVI et XVII, jusqu'à la deuxième guerre mondiale.

La crise économique des années 30 et le surgissement du totalitarisme de Hitler, Mussolini et Franco ont détruit l'esprit et l'espoir qui ont constitué la création de la Société des Nations et les premières propositions européistes du comte de Coudenhove-Kaalergi et du Ministre français des Affaires Extérieures, Aristide Briand. Le totalitarisme, l'impérialisme et les idées d'imposition provoqueront, une fois encore, une grave confrontation entre les européens. Les séquelles de la deuxième Guerre Mondiale, et d'autres conflits en moindre mesure, ont été terribles en Europe et en Euskal Herria : sur le plan humain, la perte de millions de vies humaines et des dizaines de milliers de réfugiés ; sur le plan économique, des pertes incalculables et un travail de reconstruction immense ; et sur le plan politique, la tentative de génocide identitaire pour les basques et l'impossibilité pour l'Europe de jouer un rôle quelconque sur la scène internationale.

Cependant, cette situation et les conséquences géographiques et politiques dérivées de la guerre ont construit l'élan définitif au processus d'unification d'Europe. Épuisés et fatigués des guerres fratricides, privés des empires coloniaux, dépendants des États-Unis pour ce qui est de la sécurité, menacés par la concurrence des nouvelles puissances industrielles, il y avait deux options : la survivance ou le déclin.

L'Europe opta pour la survivance. Elle a agit pas à pas et, d'un point de vue politique, en basant le processus d'intégration européenne en principes simples et profondément démocratiques, principes qu'UDALBILTZA défend. la libre adhésion ou association, la non-violence, la non-imposition et l'imagination politique pour créer de nouvelles institutions et formes de relation politique qui répondent aux objectifs de paix, de cohabitation, de coopération et de stabilité pour le peuples et les citoyens. C'est ce qu'on appelle *méthode communautaire* : pas à pas, depuis la liberté de décision et l'acceptation, être capables de créer un engrenage de solidarité et de coopérations, qui rendraient impossible le

retour aux vieux enfers de la guerre et de la confrontation entre les Peuples. Apprendre à se connaître à se reconnaître, à se respecter, à dialoguer et s'apprécier. Partager la souveraineté et créer des liens de relation positive depuis la liberté et le respect, ce qui n'implique pas le renoncement de chacun à sa personnalité, à son identité et à ses aspirations ; elle n'exclut pas des différences et des idées différentes, mais cimente une volonté réelle de se comprendre et de trouver des engagements positifs entre les Peuples.

C'est le passage de relations de force et de rivalité entre États et Peuples, qui caractérisent les siècles précédents, à d'autres nouvelles de coopération et d'intégration constructive libre entre égales. C'est le passage d'États et de Peuples qui rivalisent et se confrontent, à d'autres États et peuples *coopératifs et collaborateurs*. En démolissant les frontières, symbole de confrontation, et en créant des espaces d'affinités en liberté, de coopération et respect. C'est le dépassement de l'ancien concept de l'État moderne qui basait sa raison d'être et son identité sur la rivalité et sur des éléments comme les frontières, l'armée, la monnaie et les relations extérieures.

UDALBILTZA se demande pourquoi cette formule qui, d'après tous à du succès en Europe, ne peut pas servir pour les relations entre l'Euskadi et l'Espagne, entre l'Euskadi et la France et entre l'Euskadi et l'Europe ?

Le sentiment identitaire qu'UDALBILTZA défend pour le Peuple Basque va au-delà de normes juridiques ou de frontières politiques conjoncturelles. Les sentiments d'identité nationales ne peuvent pas être écartés ou méprisés par n'importe quel décret, loi ou constitution. Dans une Europe de plus en plus intégrée, il faut accepter en toute naturalité que chaque citoyen puisse avoir le sentiment d'appartenance et d'identité qu'il souhaite.

L'un des topiques intéressés qui sont les plus utilisés par les politiciens, les historiens et les éditorialistes de presse, c'est de divulguer systématiquement, que la réduction du nombre d'États est une constante dans l'évolution historique des deux derniers siècles. Et que c'est cette tendance est synonyme indiscutable de paix, de stabilité et de progrès. Or, cette idée est absolument fausse. Il y a de plus en plus d'États dans le vieux continent, produit du désir des nations et des Peuples de se doter de leur propre État, et il y a de moins en moins d'empires ou d'états multi-nationaux. Les marchés se globalisent, les frontières disparaissent, nous avons une monnaie unique, et cependant le nombre d'États, qui est synonyme d'identité propre, ne cesse d'augmenter en Europe. Il suffit d'observer la réalité :

- 1871: 20 États
- 1900: 23 États
- 1914: 26 États
- 1920: 32 États
- 1930: 34 États
- 1970: 35 États
- 2000: 46 États

Et l'histoire nous montre que lorsqu'une nation obtient son indépendance elle ne cesse d'avancer, car le nouveau statut, par sa *cohérence nationale*, ne présente pas de problèmes économiques ni d'instabilité économique. Ce n'est pas la première fois que l'Europe est agrandie. Ni la dernière. Car l'Europe, comme ses propres Peuples, parmi eux le nôtre, le basque, est une réalité qui est toujours en gestation, développement et recherche de nouveaux scénarios de paix, de stabilité, d'amélioration, de respect et de progrès ; comme l'est d'ailleurs, la propre vie et l'histoire individuelle de tous et de chacun de nous.

D'autre part, il y en a aussi qui ont l'habitude d'opposer les concepts et les droits qui découlent des termes de *peuple et de citoyen*, en essayant de faire voir que ce sont deux réalités contradictoires. Or, il faut souligner que les droits collectifs ne sont qu'une dérivation logique et une prolongation naturelle des droits individuels. Ce sont les deux côtés d'une même monnaie qui sont intimement liées. Dans ce sens, UDALBILTZA signale qu'il n'y pas de droits collectifs sans la garantie des droits individuels, mais les droits individuels ne sont pas complets si l'on ne respecte pas les droits collectifs.

Ceux qui invoquent, dans le cas basque, les droits des citoyens, les droits individuels et même l'internationalisme solidaire pour l'opposer aux droits collectifs, la seule chose qu'ils font c'est d'essayer de cacher leur nationalisme étatique espagnol ou français, étant donné qu'ils accordent des droits de peuple aux citoyens espagnols ou français. Cette idée est nettement contradictoire et reflète, même s'ils essaient de le cacher, qu'ils sont bien nationalistes et que leur nation existe, mais que celle-ci n'est pas la basque.

UDALBILTZA respecte leur sentiment espagnol ou français et que leur nation soit l'Espagne ou la France. Mais, en même temps, dans le domaine européen, elle demande un respect envers un sentiment basque, que l'on admette que la nation que défend UDALBILTZA c'est Euskadi, et que nous ne nous sentons ni espagnols ni français du point de vue politique, mais basques européens.

Si vous me permettez j'aimerais vous laisser un message clair : UDALBILTZA est une institution, en plus de démocratique, légitime et européiste, absolument nécessaire. Nous sommes des élus municipaux des sept territoires d'Euskal Herria. Et nous devons agir comme tels. Mais en plus des maires et des conseillers qui devons nous occuper de nos municipalités respectives, nous devons savoir que nous sommes des élus basques appartenant à un même Peuple et que nous devons travailler pour celui-ci.

Remerciements :

Je voudrais remercier le maire de Basauri, Rafa Ibarгүйen, pour toute l'aide qu'il nous a apportée pour pouvoir mettre au point la III Assemblée Générale dans cette municipalité.

Merci aussi à tous les camarades qui ont fait et font parti du Conseil de Direction d'UDALBILTZA. Cela a été une expérience politique et humaine inoubliable pour moi et pour nous tous.

Et merci aussi à vous au nom de tout le Conseil de Direction, car vous déposez en nous la direction et la gestion de cette Institution. J'espère que nous ne vous avons pas déçus.

Bihotz, bihotzez, mila esker.